

**Délibération n°
2022-11-03**

République Française
Liberté – Égalité – Fraternité

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

VILLE DE MAINVILLIERS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Date de la
convocation :**
02/11/2022

Séance ordinaire du 08 novembre 2022

**Date d'affichage de
l'ordre du jour :**
02/11/2022

Objet : Exercice 2023 – Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

L'an deux mille vingt-deux, le huit novembre à 18 h 41, le Conseil Municipal, légalement convoqué le deux novembre deux mille vingt-deux, s'est réuni sous la Présidence de :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire.

Étaient également présents :

S. MONTBAILLY, C. DEFRANCE, R. CANALE, S. VICENTE, G. BOUSTEAU, J-P. RAFAT, J. GUILLEMET, A. BUREAU (19h11), H. GADIO, D. DUBOIS, M. MAHI, S. KASMI, I. MONDOT, P. MERCIER, Y. SAIDI, J. MALLOL, F. GUINCETRE, E. NTOMBANI, F. MARIE, A. ALHASAN, M. CIBOIS, A. MASSA, P. COUTURIER, S. PINAULT.

Absents représentés :

A. BOUSLIMANI représenté par J-P. RAFAT,
R-F. CHARON représenté par S. MONTBAILLY,
L. FERNANDES représentée par S. VICENTE,
A. BUREAU représentée par I. MONDOT (jusqu'à 19h11),
M. EDMOND représentée par J. GUILLEMET,
S. MILON-AUGUSTE représentée par M. CIBOIS,
C. JUBAULT représentée par A. MASSA.

Absents non représentés :

B. VINSOT,
M. KONATE

Elus s'étant abstenus lors des votes : (pour la délibération N°2022-11-03)

P. COUTURIER,
M. CIBOIS,
C. JUBAULT (par pouvoir),
S. MILON-AUGUSTE (par pouvoir),
A. MASSA,
S. PINAULT.

Secrétaire de séance :

Monsieur Jean-Paul RAFAT a été désigné secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



Délibération n°
2022-11-03
Réf. : FIN (VC)

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 08 NOVEMBRE 2022

Objet : Exercice 2023 – Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances, Prospectives et Marchés publics :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312-1, L.5211-36, L.3312-1 et L.4312-1 relatifs à l'organisation d'un débat budgétaire (D.O.B.) pour les communes de plus de 3 500 habitants ;

Vu la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 dite Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 ;

Considérant que le D.O.B. doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante dans les deux mois précédents l'examen du budget primitif de la collectivité,

Considérant que le D.O.B. expose, dans un rapport, les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette,

Considérant que dans les communes de plus de 10 000 habitants, ledit rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ; dans ce même rapport, il est précisé notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages et du temps de travail,

Considérant que le D.O.B. n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel, mais qu'il doit permettre à l'assemblée délibérante de débattre des orientations proposées par l'exécutif,

Sur la base du rapport joint à la convocation du 02 novembre 2022, le débat est ouvert. Le Président de séance soumettra le rapport du Débat Orientation Budgétaire au vote de l'assemblée délibérante.

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré,
à l'unanimité des suffrages exprimés (25) et 6 abstentions,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de la transmission d'un rapport de débat d'orientation budgétaire joint à la convocation des conseillers municipaux de la présente séance.

Il est à noter que dès lors que l'assemblée délibérante du conseil municipal aura pris acte de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire, le rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre.

Le rapport est mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville, Place du Marché 28300 MAINVILLIERS aux horaires d'ouverture au public. Une publication du rapport est également disponible sur le site Internet de la commune, à savoir : <http://www.ville-mainvilliers.fr>.

Le 14 NOV 2022

Le Maire,
Michèle BONTHOUC,



- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



De la publication sur le site internet de la ville : <http://www.ville-mainvilliers.fr/> le :

De la notification le : 15 NOV. 2022

14 NOV. 2022

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique «Télérecours Citoyens», accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans les formes et délais prévues aux articles L. 2122-13 et D. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRES

POUR LE BUDGET 2023

MAIRIE DE MAINVILLIERS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE BUDGET PREVISIONNEL 2023

PREAMBULE	3
1- Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire	3
2- Rappel des priorités politiques.....	3
- 2.3 Améliorer le cadre de vie.	5
- 2.4 Préparer et accompagner le projet de renouvellement urbain.....	5
PARTIE 1. LE CADRE DE L'ELABORATION DU BUDGET 2023.....	7
1. Un contexte de ralentissement économique	7
1.1 Le contexte économique au niveau mondial et européen :	7
1.2 Au niveau national :	7
2. La loi de Finances pour 2023 :	7
2.1 La loi de finances rectificative pour 2022 :	7
2.2 Le projet de la loi de Finances pour 2023 :	8
Les principaux points du budget 2023.....	8
3. Le contexte financier local :	9
PARTIE 2. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023	10
1. Les recettes réelles de fonctionnement.....	10
1.1 Le produit fiscal attendu en 2023.	10
a. La fiscalité directe.....	10
b. La fiscalité indirecte.....	11
1.2. Les dotations.	12
1.3. Autres produits de gestion courante	12
1.4. Produits des services	12
2. Les dépenses réelles de fonctionnement.....	12
1.1. Les charges à caractère général	13
1.2. Les charges de personnel	13
1.3. Les subventions et concours versés aux associations.....	16
1.4. Les frais financiers et les charges exceptionnelles	16
3. L'endettement	16
3.1. Les caractéristiques de l'encours de la dette.....	16
3.2. L'évolution prévisionnelle de l'encours de la dette	16
3.3. L'évolution prévisionnelle des épargnes.....	17
3.4. Projection du besoin de financement de la Ville	18
PARTIE 3. LES ORIENTATIONS D'INVESTISSEMENT AU BP2023.	20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802298-20221108202241100 DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BURNET



1.	Les dépenses d'investissement	20
2.	Les recettes d'investissement.	20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



PREAMBULE

1- Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en Préfecture. L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Elle a modifié l'article L. 2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 ainsi que la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 dite loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ont précisé le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte des informations supplémentaires relatives :

- à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement,
- à l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette,
- au personnel (structure des effectifs, dépenses de personnel, durée effective du travail).

Le présent rapport est transmis par le Maire au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

2- Rappel des priorités politiques

Dans la continuité du budget 2022, le budget 2023 poursuit les axes de travail :

- Poursuivre l'amélioration des actions en direction de l'enfance et développer de nouvelles actions pour la jeunesse
- Accompagner les familles en difficulté, développer l'offre de soins et engager de nouvelles actions pour les aînés
- Améliorer le cadre de vie
- Poursuivre le projet de renouvellement urbain qui s'est accéléré en 2022
- Renforcer la sécurité publique par la vidéosurveillance en appui des actions de la police nationale et municipale
- Poursuivre la mise en œuvre de l'Agenda 21 local

- **2.1 Poursuivre l'amélioration des actions en direction de l'enfance et développer de nouvelles actions pour la jeunesse. Favoriser l'accès au sport et à la culture**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception page prélet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, le Secrétaire Général des Services Luc BRUNET



adolescents et les 16-25 ans, c'est répondre aux besoins des parents mais surtout c'est participer à la construction personnelle et à l'épanouissement des enfants et adultes en devenir.

Des activités renforcées grâce à l'ouverture de nouvelles structures :

- Des activités de qualité seront mises en place dans le nouvel accueil périscolaire Pierre de Coubertin
- De nouvelles actions en direction des tout-petits, des professionnels et des parents verront le jour grâce à l'ouverture du nouveau Pôle Petite Enfance de près de 1000 m² à l'été 2023
- Le dispositif anim'accueil sera renforcé face à une augmentation de la fréquentation du dispositif par les enfants
- Les actions de soutien envers les jeunes, notamment leur suivi dans leur parcours de recherche d'emploi, d'insertion, d'accompagnement sur les problématiques diverses en matière d'accès aux droits seront pleinement opérationnelles via la mission confiée à Léo Lagrange

- Sport

En 2023, la Ville maintiendra son soutien financier aux associations qui jouent un rôle essentiel dans le mieux vivre ensemble. Elle poursuivra ses investissements en matière de rénovation des équipements publics et renforcera les nouvelles actions récemment mises en place :

- La ville poursuivra sa politique de rénovation des équipements sportifs, avec des travaux de maintenance mais également la poursuite du passage à l'éclairage LED.
- Pour favoriser la pratique sportive et offrir un espace de détente aux mainvillois, la Ville ouvrira une nouvelle structure WORKOUT au complexe sportif Pierre de Coubertin après l'ouverture de l'Espace Familial Sports et Loisirs « Bilterie »
- Les actions de l'Ecole Municipale des Sports seront renforcées

- Culture

- 2023 verra le lancement des études sur la création d'un nouveau pôle culturel en centre-ville (rénovation salle des fêtes, création d'une salle de spectacle neuve etc.) dans le cadre de l'amélioration du projet de rénovation urbaine.
- La ville reconduira à l'identique les nombreux spectacles pour les écoles
- Pour la deuxième année consécutive, la ville organisera un festival jeune public

- Anim'vacances

Un programme riche d'activités avec les partenaires associatifs sera proposé dans le cadre d'Anim'Vacances

- **2.2 Accompagner les familles en difficulté, développer l'offre de soins et engager de nouvelles actions pour les aînés**

13 % des personnes âgées en perte d'autonomie en France sont en dessous du seuil de pauvreté. Notre pays compte par ailleurs 3,5 millions de chômeurs, plus de 2 millions de travailleurs pauvres et 7,5 millions de Français vivent dans des déserts médicaux. Face à ces constats alarmants, la solidarité est pour la municipalité une exigence républicaine.

Le soutien aux habitants les plus fragiles sera poursuivi. Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) reste toujours mobilisé pour répondre aux besoins des mainvillois avec le recrutement d'un travailleur social. Le CCAS agit au quotidien

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



- Aide financière directe aux personnes en difficulté sur la base des situations étudiées lors des commissions permanentes ;
- Lutte contre le décrochage scolaire via le dispositif de Réussite éducative des enfants et des jeunes en difficultés ;
- Favoriser la solidarité avec l'épicerie solidaire ;

En 2023, suite au questionnaire envoyé à l'ensemble des seniors et aînés de la Ville, de nouveaux services seront créés en fonction des besoins et attentes exprimés par les personnes âgées sur leurs difficultés du quotidien, que ce soit en matière de services à domicile, de dispositifs de mobilités, d'actions santé, de démarches administratives ...

En 2023, la Ville poursuit ses efforts pour attirer de nouveaux professionnels de santé sur le territoire et la ville si nécessaire préemptera des locaux adaptés.

- 2.3 Améliorer le cadre de vie.

Favoriser les aménagements urbains, investir pour des espaces verts de qualité, travailler au développement des circulations douces c'est rendre la ville plus agréable. La municipalité va poursuivre ses engagements.

- Une enveloppe financière conséquente sera proposée pour la rénovation des voiries et trottoirs ;
- Le fleurissement de la ville sera poursuivi ;
- Du nouveau mobilier urbain sera installé ;
- Les premiers éclairages LED verront le jour.
- L'acquisition d'un triporteur dans le cadre de la mobilité douce

- 2.4 Préparer et accompagner le projet de renouvellement urbain

La Ville est engagée dans un projet de renouvellement urbain de grande envergure avec la démolition de la « BANANE », les projets de construction d'une nouvelle école, d'un pôle culturel et l'extension du pôle petite enfance. Depuis octobre 2021, le projet amélioré de rénovation du cœur de ville a été abondé de 9 millions d'euros supplémentaires.

En 2023 :

- les études relatives au projet urbain continueront ;
- Les travaux d'extension du pôle petite enfance se termineront ;
- Le processus de concertation se poursuivra ;
- La modification simplifiée du PLU et la révision du PLU seront adoptées ;
- La poursuite de la politique de soutien aux commerces de proximité ;
- Des activités seront proposées pour animer le site de la barre « La Banane » déconstruite.

- 2.5 Renforcer la sécurité et la tranquillité publique

Faire respecter le droit à la sécurité et à la tranquillité publique est une compétence de l'Etat mais la ville, en partenariat avec les forces de l'ordre et la Préfecture est pleinement mobilisée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212803292-20221108-2022-11-03-DE

2023-vente

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2023

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services



- Le travail de supervision de la vidéosurveillance avec Chartres Métropole se poursuivra.

- **2.6. Poursuivre la mise en œuvre de l'Agenda 21 local**

Préserver l'environnement, favoriser la biodiversité en ville, réaliser des bâtiments à haute performance environnementale, limiter les déplacements domicile-travail participent de la diminution du bilan carbone et de la lutte contre le réchauffement climatique. La ville poursuivra ses actions majeures.

2023 verra :

- La déclinaison de la Charte de l'Habitat Durable sur l'ensemble des nouveaux projets immobiliers ;
- Le lancement d'une étude environnementale dans le cadre du PLU (recensement des corridors écologiques, des espaces naturels, des espaces rares en matière de faune et de flore...) ;
- Le passage progressif aux ampoules LED dans les différents équipements sportifs ;
- La mise en place d'une Charte de l'Emploi Local afin de favoriser l'emploi local et diminuer ainsi les temps de trajets domicile-travail et donc la pollution ;
- La poursuite du travail engagé sur les nuisances de la station de maintenance des Vauroux ;
- La poursuite du travail engagé avec Chartres métropole pour une meilleure desserte en bus des quartiers
- La poursuite du travail engagé avec le Conseil départemental afin d'engager des travaux d'aménagement sur les artères principales de la Ville

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



- le relèvement de 5 000 à 7 500 euros du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires pour celles réalisées depuis le 1er janvier 2022 ;
- une enveloppe de 40 millions d'euros à destination des associations d'aide alimentaire.

Afin de soutenir les ménages et les entreprises, des crédits sont prévus pour limiter la hausse du prix de l'énergie. Ils permettront de :

- prolonger jusqu'à fin 2022 la remise sur les carburants. Cette remise, de 18 centimes d'euro par litre depuis sa mise en place le 1er avril 2022, sera portée à 30 centimes en septembre et en octobre puis ramenée à 10 centimes en novembre et en décembre, après accord entre le gouvernement et les députés ;
- maintenir durant tout 2022 le bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie mis en place fin 2021. Ce dispositif permet de plafonner la hausse des factures d'électricité à 4% et de geler les prix du gaz à leur niveau d'octobre 2021 ;
- soutenir les entreprises les plus touchées par la hausse du prix de l'énergie et la crise en Ukraine (prolongation du nouveau prêt garanti par l'État -PGE- "Résilience" notamment).

De plus, sur amendement des députés, ont été votés :

- le doublement en 2022 et 2023 pour les salariés du plafond d'exonération de la prime carburant versée par les employeurs qui va passer de 200 à 400 euros ;
- le cumul possible de l'indemnité carburant avec la prise en charge d'un abonnement transport collectif en 2022 et 2023 ;
- une incitation fiscale et sociale pour que les employeurs, en 2022 et 2023, prennent en charge les abonnements de transport de leurs salariés jusqu'à 75% de leur coût ;
- le cumul possible du forfait mobilité durable avec un abonnement de transports dans la limite de 800 euros (contre 600 aujourd'hui) ;
- des conditions d'accès au "bonus vélo" versé par l'État assouplies jusqu'à fin 2022 pour l'achat d'une vélo électrique ;
- un avantage fiscal pour les dépenses de covoiturage.

La LFR comprend aussi :

- 9,7 milliard d'euros pour renationaliser totalement EDF, lourdement endetté et qui doit lancer un nouveau programme de réacteurs nucléaires. L'État détenait jusqu'ici 83,9% du capital du fournisseur d'électricité ;
- une compensation financière de 600 millions d'euros pour les collectivités locales impactées par la hausse du point d'indice des fonctionnaires et l'inflation. Les départements sont, de plus, touchés par la revalorisation de 4% du RSA au 1er juillet 2022 ;

2.2 Le projet de la loi de Finances pour 2023 :

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

Les principaux points du budget 2023

Le pouvoir d'achat des ménages

Le bouclier tarifaire énergétique est prolongé en 2023, avec une hausse des prix contenue à 15% à partir du 1^{er} janvier 2023 pour le gaz et à partir du 1^{er} février 2023 pour l'électricité (sans ce bouclier, la hausse aurait dépassé les 100%). Le coût brut de la mesure est estimé à 45 milliards d'euros et son coût net à 16 milliards d'euros.

Pour protéger le revenu disponible de tous les ménages, même lorsque leurs salaires augmentent, le barème de l'impôt sur le revenu sera indexé sur l'inflation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-21280292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé de réception - Centre de traitement

Réception - Mairie de Paris - 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



L'année 2023 se traduira également par la **suppression définitive de la taxe d'habitation** sur les résidences principales. 20% des ménages les plus aisés la règlent encore.

Les mesures pour l'emploi et les entreprises

Pour parvenir au plein emploi, 3,5 milliards d'euros sont destinés à l'aide à l'embauche d'alternants, avec l'objectif d'atteindre un million d'entrées d'ici 2027. France compétences, qui finance l'apprentissage, bénéficiera d'un soutien exceptionnel de 2 milliards d'euros. Pour assurer le maintien en emploi des salariés, le Fonds national pour l'emploi (FNE) et Transitions collectives sont dotés de 325 millions d'euros. Le plan de réduction des tensions de recrutement est prolongé pour soutenir la formation des demandeurs d'emploi de longue durée. Ce budget permettra également de démarrer des actions pour accompagner la **préfiguration de France Travail**, futur guichet unique pour les demandeurs d'emploi, et des expérimentations pour l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Concernant les entreprises, la **contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** sera **supprimée sur deux ans**, en 2023 et en 2024. La suppression de cet impôt de production, créé en 2010, vise à accroître la compétitivité des entreprises françaises, notamment dans le secteur industriel.

Face à la flambée des prix de l'énergie, 3 milliards d'euros sont en outre prévus à destination des entreprises.

Les mesures pour les collectivités locales

Les **concours financiers de l'État aux collectivités territoriales** passent de 52,32 à 53,45 milliards d'euros (soit +2,15%). Un **fonds d'accélération écologique dans les territoires** doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "**fonds vert**", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Pour compenser le produit de la CVAE des entreprises, les départements et le bloc communal se verront attribuer une fraction de la TVA, qui sera affectée à un **fonds national d'attractivité économique des territoires**.

Pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi-milliard d'euros est budgété. L'évolution des budgets des ministères et des effectifs publics

3. Le contexte financier local :

Au regard des engagements pris de ne pas augmenter la fiscalité et compte tenu de la situation sanitaire incertaine, la Ville confirme son choix d'un maintien des taux d'impositions communaux en faveur du pouvoir d'achat des Mainvillois. De même, il n'est pas prévu d'augmentation tarifaire sur l'exercice 2022.

Le scénario proposé dans le cadre du débat d'orientations budgétaires 2023 présente les hypothèses suivantes :

- Stabilité des taux d'imposition ;
- Stabilité des dotations ;
- Stabilité des tarifs ;
- Maintien des dépenses à caractère général ;
- Progression des charges de personnel +10 % par rapport au BP 2022, hausse importante du fait des décisions gouvernementales (relèvement à 2 reprises des indices minimums de rémunération, revalorisation du point d'indice + 3.5%, et hypothèse d'une revalorisation de 3.5% en 2023).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



PARTIE 2. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

1. Les recettes réelles de fonctionnement.

En K€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022	CA 2022 prévisionnel	BP 2023	Hypothèse d'évolution par rapport au BP 2022
Chap 70: produits des services	531	536	581	632	500	520	-18%
Chap 73: fiscalité	7 727	7 663	7 860	7 932	8 100	8 300	5%
Chap 013: Atténuation de charges	115	128	94	100	130	100	0%
Chap 74: dotations	4 595	5 410	4 940	5 001	5 770	5 200	4%
Chap 75: Autres recettes courantes	198	125	126	150	143	150	0%
Chap 77: recettes exceptionnell es	156	268	33	80	65	10	-88%
78			505	0	0		0%
Total RRF	13 322	14 130	14 139	13 895	14 708	14 280	3%

1.1 Le produit fiscal attendu en 2023.

a. La fiscalité directe.

Le produit fiscal constitue 58 % des recettes réelles de fonctionnement.

Depuis 2021, la commune ne perçoit plus de Taxe d'habitation suite à la suppression de la TH. Mainvilliers comme toutes les communes se sont vues transférer en 2021 le montant de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le département sur leur territoire. Le taux départemental de TFB (20,22 %) s'additionne au taux communal, soit 33,01 + 20,22 = 53,23 %. Il n'y a pas eu augmentation du taux de fiscalité

Comme les années passées, aucune hausse des taux n'est prévue sur 2023.

Pour 2023, le coefficient d'actualisation n'est pas encore connu, il est proposé une hypothèse de valorisation des bases de +4 %, inférieur à l'inflation et une dynamique des bases de 1 %. Les prévisions de recettes fiscales directes sont estimées à 6 400 000 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

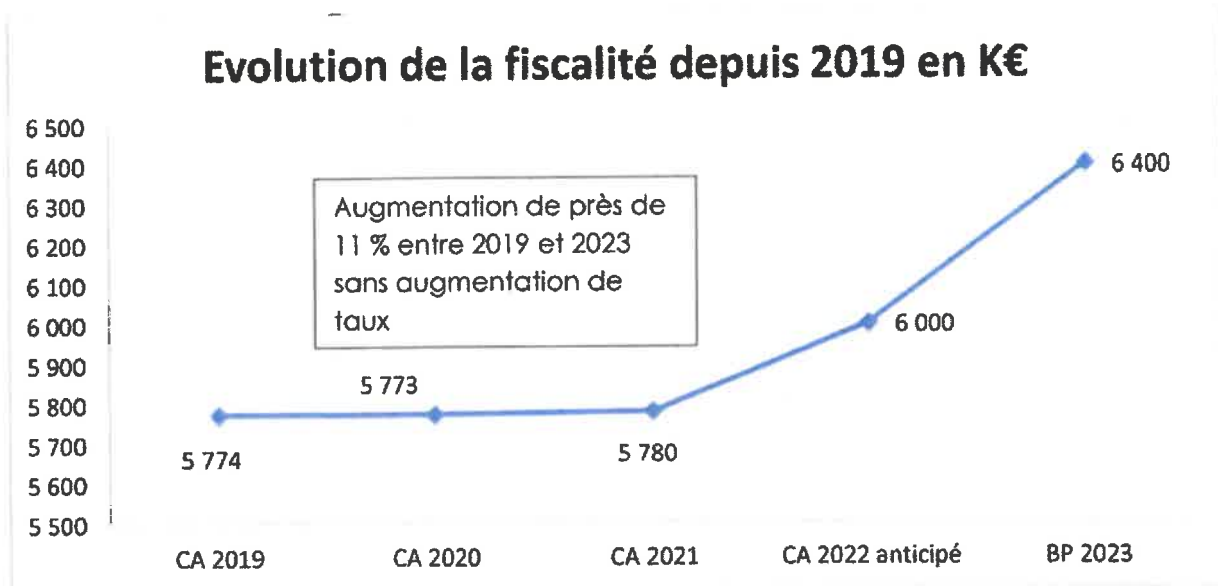
028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET





b. La fiscalité indirecte.

- **Les dotations de l'agglomération**

✓ Attribution de Compensation

Le montant 2023 de l'attribution de compensation n'est pas encore connu à ce jour. Dans l'attente de la CLECT suite au transfert de la piscine des Vauroux, il est prévu d'inscrire une somme de 190 000 € (moins 300 000 €) pour tenir compte de ce transfert de charge.

✓ La dotation de solidarité communautaire (DSC) annuelle et la dotation de solidarité communautaire (DSC PV) Politique de la Ville

Les montants ne sont pas connus à ce jour. Il est retenu d'un maintien des recettes à 800 000 €.

- **Les autres recettes de fiscalité**

Pour les autres recettes de fiscalité, il est proposé de les maintenir à l'identique du BP 2022 ou de les ajuster en fonction du CA 2022 anticipé :

- Soit de maintenir le montant au BP 2023 identique à celui du BP 2022 pour la TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité)
- Soit d'ajuster au réalisé de 2022, comme pour les droits de place (31 K€) et la TLPE (Taxe Locale sur la Publicité Extérieure) pour 48 K€.et la taxe sur les déchets stockés.

En ce qui concerne les DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux), compte tenu que cette fiscalité dépend de

Marché immobilier, l'année 2022 a été dynamique, produit de près de 350 K€. Il est proposé

En ce qui concerne

028-212802292-20220108az0224e-0108

Accusé certifié exécutoire 350 K€.

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



1.2. Les dotations.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA anticipé 2022	BP 2023
DF	1 672 468	1 657 534	1 657 534	1 651 646,00	1 550 000,00
DSU	1 836 292	1 897 186	1 897 186	2 000 416,00	1 800 000,00
DNP	246 811	231 891	231 891	222 931,00	200 000,00
TOTAL	3 755 571	3 786 611	3 786 611	3 874 993	3 550 000

Ce tableau présente les différentes dotations perçues depuis 2019 par l'Etat. La projection des différentes dotations pour 2023 sont :

- **La Dotation de Fonctionnement (DF)** n'étant pas encore connue à ce jour, il est proposé d'inscrire 1 550 000 € compte tenu de la baisse de population suite aux différentes démolitions et dans l'attente des reconstructions.
- **La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)** devrait être inférieure à 2022 suite à la démolition de la barre de la banane, il est proposé d'inscrire 1 800 000 €.
- **La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** : par prudence il est proposé d'inscrire 220 000 €

1.3. Autres produits de gestion courante

Ce chapitre enregistre les loyers que la collectivité. Le montant proposé d'inscrire 150 000 € en 2023.

1.4. Produits des services

La participation des usagers représentait en 2022 environ 4 % des recettes de fonctionnement. Elle correspond principalement à la participation des usagers pour la restauration scolaire, la médiathèque, l'accueil de loisirs, le multi-accueil...

Le montant prévisionnel au BP 2023 est estimé à 520 000 €.

2. Les dépenses réelles de fonctionnement.

Au vu des comptes administratifs, l'évolution des dépenses pour la Ville de Mainvilliers est la suivante :

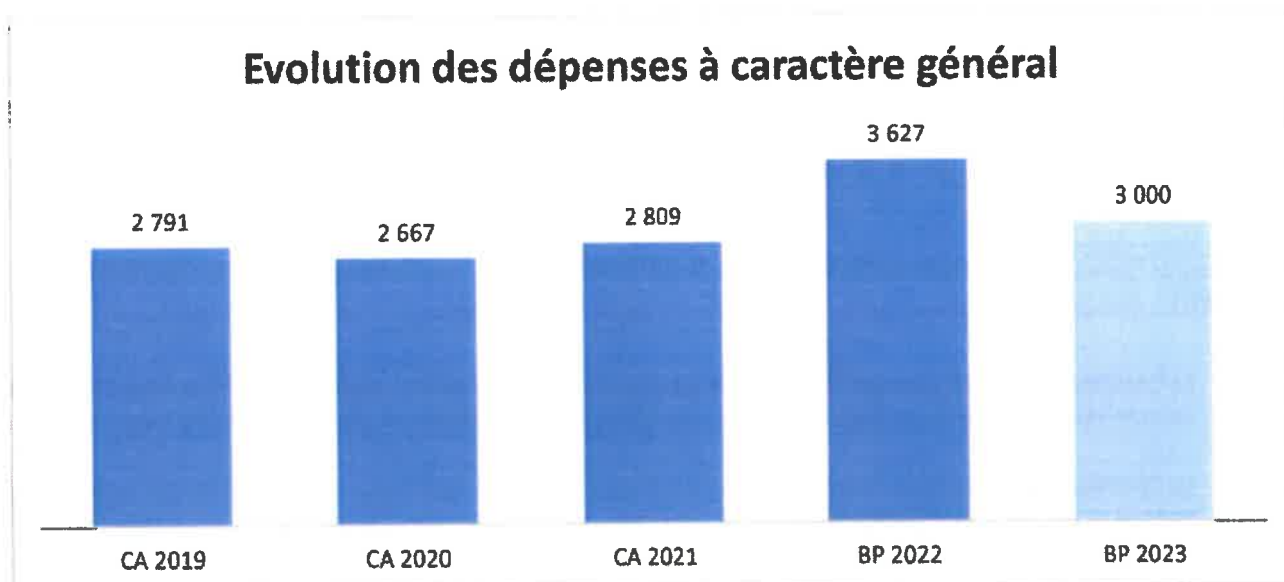
En K€	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022	BP 2023	Hypothèse d'évolution par rapport au BP 2022
011: Charges à caractère général	2 824	2 791	2 667	2 809	3 627	3 000	-17%
012: Charges de personnel	6 108	6 214	7 264	7 376	7 800	8 600	10%
014: Atténuation de produits	39	0	0	0	350	0	-100%
65: Subventions versées	1 603	1 720	1 435	923	1 157	1 269	10%
66: Frais financiers	55	49	44	39	36	34	-6%
028: Charges exceptionnelles	12	21	8	4	10	10	0%
Depenses réelles de fonctionnement (DREF)	10 641	10 795	11 418	11 151	12 980	12 913	-1%

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



Le budget prévisionnel 2023 sera conçu de façon à respecter les orientations politiques de l'équipe municipale.

1.1. Les charges à caractère général

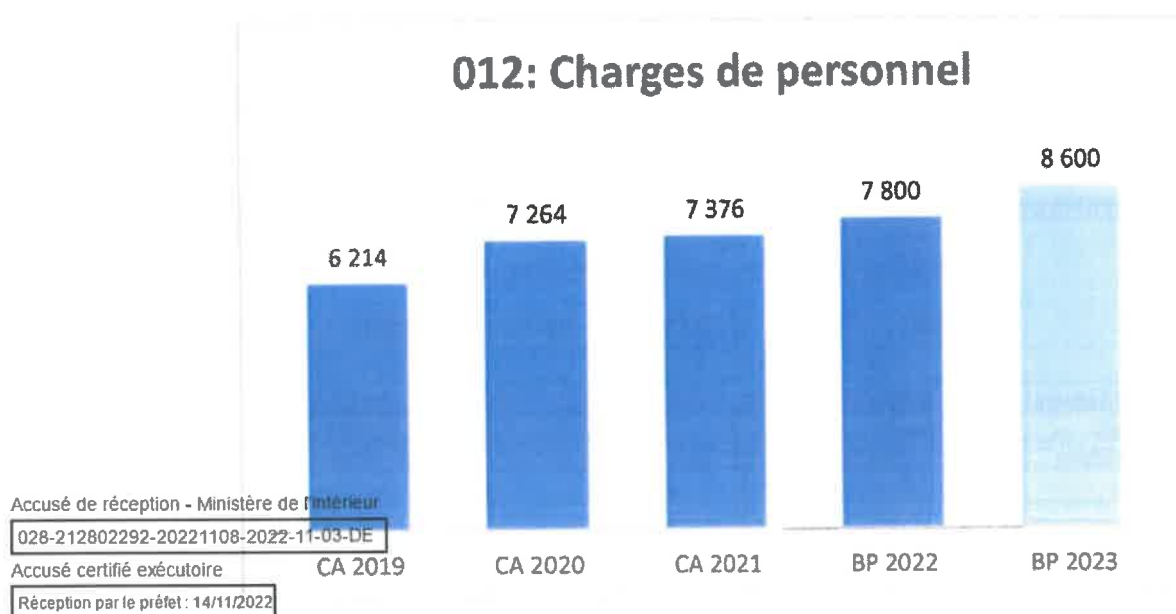


1.2. Les charges de personnel

Conformément aux dispositions intégrées par la loi NOTRe, il est indiqué ci-dessous des éléments de présentation de la structure du personnel (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

a. Les charges de personnel depuis 2018:

Evolution des dépenses de personnel :



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



b. Les charges de personnel prévues pour 2023 :

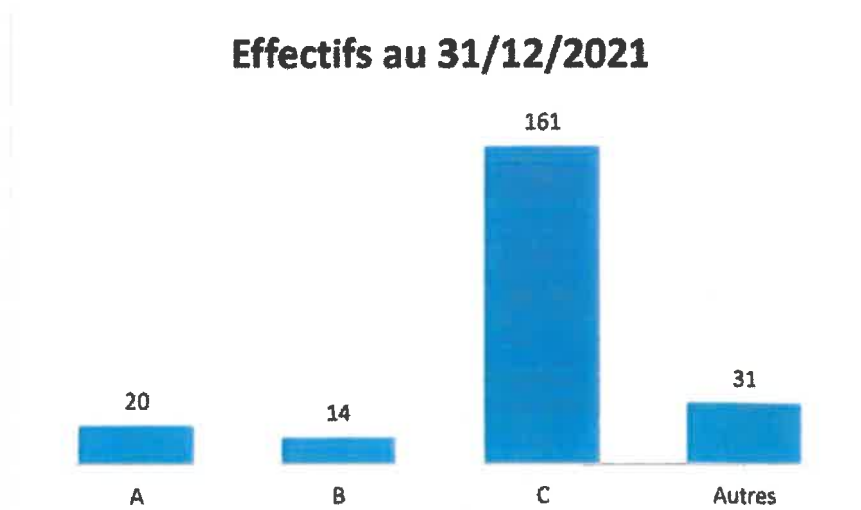
La prévision budgétaire 2023 est d'environ 8 600 000 € (contre 7 800 000 €) soit une augmentation de 10 %

L'augmentation du chapitre 012 s'explique par :

- L'impact des décisions gouvernementales en 2022, à savoir :
 - Le relèvement à 2 reprises de l'indice minimum de rémunération
 - La revalorisation du point d'indice de 3,5% en juillet qui produit ses effets en année pleine en 2023
 - Le classement des auxiliaires de puéricultures en catégorie B
- L'augmentation liée au Glissement, vieillesse, technicité (GVT),

a. La structuration des emplois permanents au 31 décembre 2021

✓ La répartition par catégorie hiérarchique : (graphique)



Au 31 décembre 2021, la Ville employé 226 agents pour 200,55 ETP

✓ La répartition par sexe :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

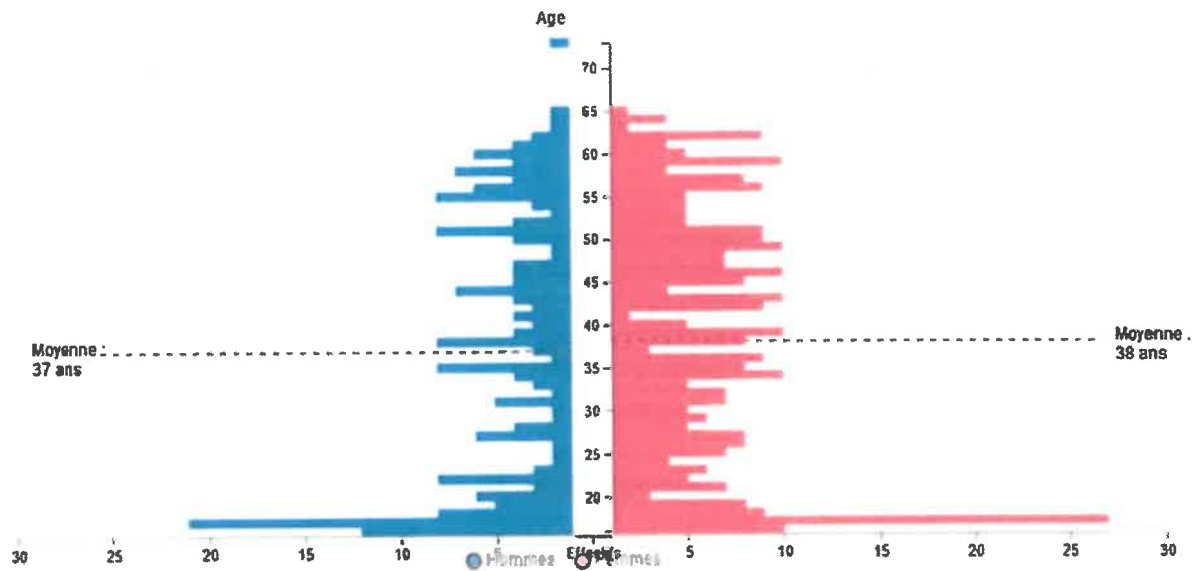
028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET





✓ La moyenne d'âge : 38 ans

Des femmes : 38

Des hommes : 37

✓ La répartition en Equivalent temps plein (ETP)

Au 31 décembre 2021	A	B	C	Autres*
Effectifs	20	14	161	31
ETP	18,16	13,29	143,83	25,27

*: assistantes maternelles, les apprentis, le personnel extérieur

b. La gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le Conseil Municipal N° 2001-12-11 de la séance du 12 décembre 2001 portant aménagement du temps de travail – passage aux 35 heures, la durée annuelle du temps de travail dans les services municipaux a été fixée à 1600 heures + 7 heures au titre de la journée de Solidarité soit 1607 heures.

c. Les avantages en nature

- 2 agents de la Ville bénéficient actuellement d'un logement par nécessité absolue de services
- Les repas pris au restaurant scolaire pour les agents des services éducation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



1.3. Les subventions et concours versés aux associations

Il est essentiel de souligner le dynamisme de la vie associative de notre ville et son rôle essentiel auprès des Mainvilloises et Mainvillais. Le soutien aux associations continue ainsi à être affirmé et développé dans le cadre du BP 2023 avec une enveloppe globale d'un montant de 300 K€ environ.

1.4. Les frais financiers et les charges exceptionnelles

Il est proposé d'inscrire

- 34 000 € pour le paiement des frais financiers pour les 3 contrats d'emprunt restant ;
- 10 000 € pour les charges exceptionnelles (5 000 € pour les titres annulés et 5 000 € pour les charges exceptionnelles diverses)

3. L'endettement

3.1. Les caractéristiques de l'encours de la dette

Encours de la dette au 31/12 et scénario de désendettement

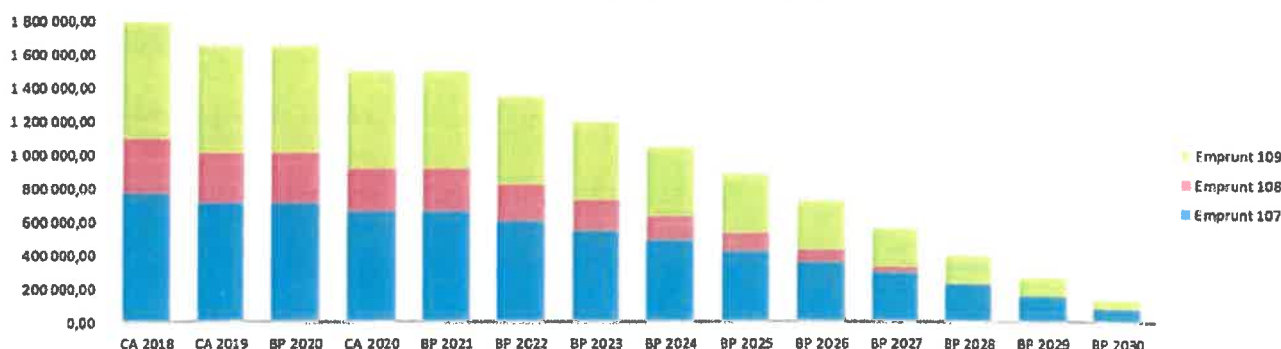
ETAT DE LA DETTE

N° FICHE	LIBELLÉ	PRÊTEUR	DURÉE EN ANNÉES	TYPET AUC	TAUX ACTUARIEL (%)	DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 01/01/2023	INTÉRÊT	AMORT	ANNUITÉ
107	INVESTISSEMENTS 2010	CE - CAISSE EPARGNI	20	TAUX FIXE	3,41	25/06/2011	1 130 000,00	540 440,01	18 301,40	60 197,04	78 498,44
108	FONCIER GDES RUELLES - PLAINE NEAUX	CE - CAISSE EPARGNI	15	TAUX FIXE	3,96	15/08/2013	560 000,00	183 719,34	7 264,57	36 743,86	44 008,43
109	INVESTISSEMENTS 2015	CE - CAISSE EPARGNI	15	TAUX FIXE	1,63	08/03/2016	890 000,00	468 373,98	7 550,58	58 546,74	66 097,32
TOTAL GENERAL							2 580 000,00	1 192 533,33	33 116,55	155 487,64	198 604,19

Il reste 3 emprunts en cours, pour un capital restant dû au 1^{er} janvier 2023 de 1 193 K€.

3.2. L'évolution prévisionnelle de l'encours de la dette

Profil d'extinction de la dette



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
 Au 31 décembre 2020, s'il n'y a pas de nouvel emprunt, la Ville de Mainvilliers aura remboursé l'intégralité de sa dette.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
 Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



3.3. L'évolution prévisionnelle des épargnes

Pour estimer le besoin de financement, il est nécessaire d'étudier la chaîne des épargnes.

a. L'Épargne de gestion

L'épargne de gestion permet de déterminer la capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement sur ses seules opérations courantes de gestion, c'est-à-dire avant prise en compte des effets de sa politique d'endettement. La mise en évidence de ce solde d'épargne intermédiaire permet à la Ville de dissocier les variations d'épargne globale liées à l'activité courante et celle liée à la politique d'endettement.

L'épargne de gestion de la Ville s'établit au CA 2022 prévisionnel à 1 860 K€ en baisse par rapport à 2021. La dégradation de l'épargne de gestion est due à une hausse plus importante des dépenses par rapport aux recettes, notamment sur la masse salariale.

Pour 2023, l'épargne de gestion devrait s'établir à 645 K€. Cette baisse est due à une augmentation des charges de personnel et à la baisse anticipée de l'attribution de compensation (- 300 000 €).

b. L'épargne brute

L'épargne brute constitue le solde d'épargne global de la section de fonctionnement. Il détermine les excédents issus du fonctionnement qui permettront de financer les dépenses d'équipements et le remboursement de la dette en capital.

L'épargne brute de la Ville s'établirait au CA 2022 prévisionnel à 1 822 K€ en diminution par rapport à 2021. Pour 2023, l'épargne brute devrait s'établir à environ 612 K€.

c. L'épargne nette et la capacité de désendettement

L'épargne nette constitue le solde d'épargne final. Il détermine la capacité d'autofinancement « marginal » après financement des opérations de fonctionnement et du remboursement de capital de la dette qui permettra de financer les dépenses d'équipement.

L'épargne nette de la Ville s'établirait au CA 2022 prévisionnel à 1 669 K€ en diminution par rapport à 2021. Pour 2023, l'épargne brute devrait s'établir à environ 473 K€.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



Chapitre	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022	CA 2022 anticipé	BP 2023
70	530 760,68	535 556,24	580 633,07	632 450,00	537 830,00	566 416,00
73	7 726 641,50	7 662 915,90	7 860 599,32	7 932 034,00	8 102 011,98	8 215 826,00
014				-350 000,00	-600 000,00	0,00
74	4 594 621,57	5 410 047,82	4 940 779,51	5 001 128,00	5 769 838,77	4 774 000,00
75	198 351,80	125 289,78	125 959,91	150 450,00	145 000,00	152 608,00
76						
77	156 241,50	268 255,85	32 550,26	80 000,00	70 566,94	10 000,00
78			505 000,00			
Total RRF	13 206 617,05	14 002 065,59	13 540 522,07	13 446 062,00	14 025 247,69	13 718 850,00
011	2 790 824,02	2 667 136,43	2 808 610,84	3 627 017,00	2 960 796,82	3 295 213,00
012	6 214 396,57	7 263 914,12	7 375 856,70	7 800 000,00	8 222 059,32	8 600 000,00
013	-115 142,77	-128 107,37	-93 930,79	-100 000,00	-122 573,07	-100 000,00
65	1 720 161,08	1 434 871,61	922 544,58	1 157 682,00	1 071 471,51	1 268 297,00
67	20 549,00	9 718,51	4 203,49	10 000,00	33 149,99	10 000,00
Dépenses gestion	10 630 787,90	11 247 533,30	11 017 284,82	12 494 699,00	12 164 904,58	13 073 510,00
Epargne de gestion	2 575 829,15	2 754 532,29	2 523 237,25	951 363,00	1 860 343,11	645 340,00
66	50 209,24	46 154,27	41 788,91	37 485,02	37 485,02	33 116,55
Epargne brute	2 525 619,91	2 708 378,02	2 481 448,34	913 877,98	1 822 858,09	612 223,45
Remboursement dette	177 469,30	179 187,84	151 608,75	153 515,90	153 515,90	139 287,64
Epargne nette	2 348 150,61	2 529 190,18	2 329 839,59	760 362,08	1 669 342,19	472 935,81

3.4. Projection du besoin de financement de la Ville

Compte tenu que l'épargne nette est positive, la Ville dégage un excédent de financement prévisionnel en 2022. Elle ne devrait pas recourir à l'emprunt.

Par ailleurs, en prévision des projets d'investissement le recours à l'emprunt sera nécessaire en 2023.

Le ratio de désendettement reste faible. En 2022, il est de 8 mois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

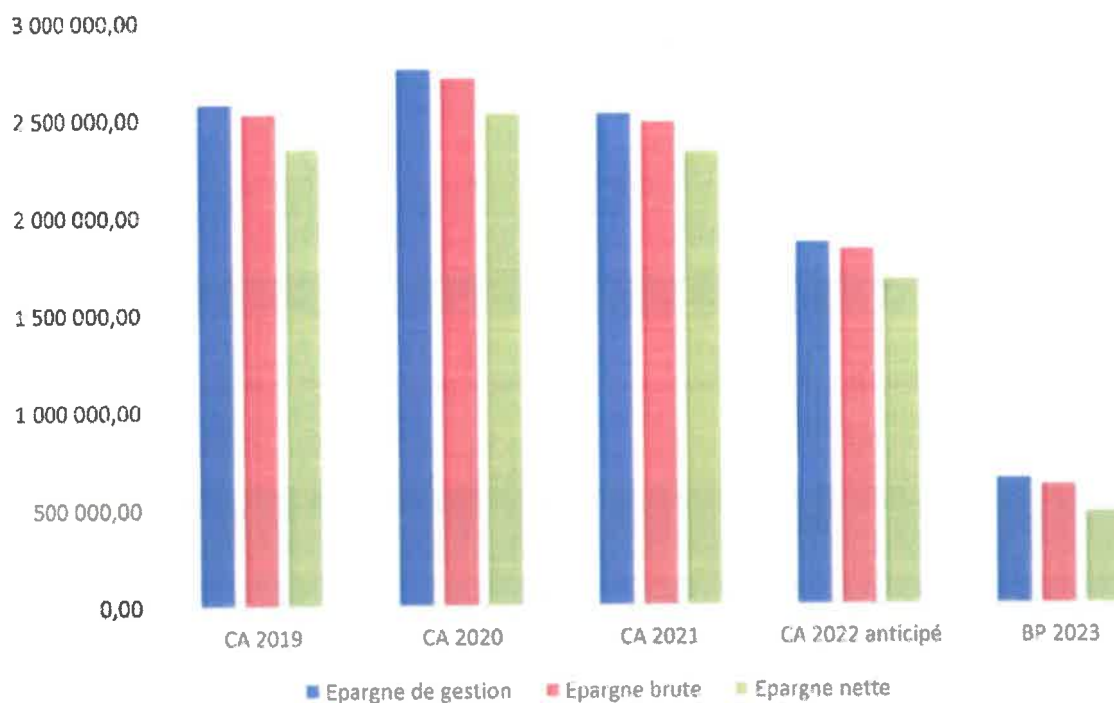
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



Evolution des épargne de 2019 à 2023



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



PARTIE 3.
LE PREVISIONS D'INVESTISSEMENT AU BP2023.

1. Les dépenses d'investissement

Pour 2023, il est proposé un montant d'investissement global de près de 5 000 000 €.

2. Les recettes d'investissement.

Il est proposé d'inscrire :

- 100 000 € de recettes liées à la taxe d'aménagement
- 800 000 € pour le FCTVA

Pour tout projet, une demande de subventions sera systématiquement déposée afin d'assurer le financement du projet : DSIL, DETR, DPV, ANRU....

Au vu des projets d'investissement, la ville aura recours à l'emprunt.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET



Présentation DOB 2023

Conseil Municipal
Du 8 Novembre 2022

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

028-212802292-20221108-2022-11-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services Luc BRUNET





Cadre juridique

- Obligation de présenter le ROB 2 mois avant vote du BP
- Informations obligatoires:
 - Evolution prévisionnelle des dépenses et des recettes
 - Prévision pluriannuelle d'investissement
 - La structure et gestion de la dette
 - Les ratios d'épargne
 - Les éléments sur le personnel



Fait délégation du Maire, Le responsable du
Service des Services de la BRUNET

Reception par le préfet : 14/11/2022

Accusé de réception

028 212809292-20221108-2022-11-03-DE

Ministère de l'Intérieur

APPEL DES PRIORITES POLITIQUES

Poursuivre l'amélioration des actions en direction de l'enfance et développer de nouvelles actions pour la jeunesse

- Accompagner les familles en difficulté, développer l'offre de soins et engager de nouvelles actions pour les aînés
- Améliorer le cadre de vie
- Poursuivre le projet de renouvellement urbain
- Renforcer la sécurité publique
- Poursuivre la mise en œuvre de l'Agenda 21 local



Contexte

❖ Le BP 2023 est élaboré dans un contexte économique complexe :

- ✓ Economie mondiale ralentie dans un contexte géopolitique défavorable (guerre en Ukraine, tensions en Asie, réchauffement climatique...)
- ✓ En France : inflation forte même si inférieure à la moyenne européenne



Le projet de budget primitif 2023 de la collectivité

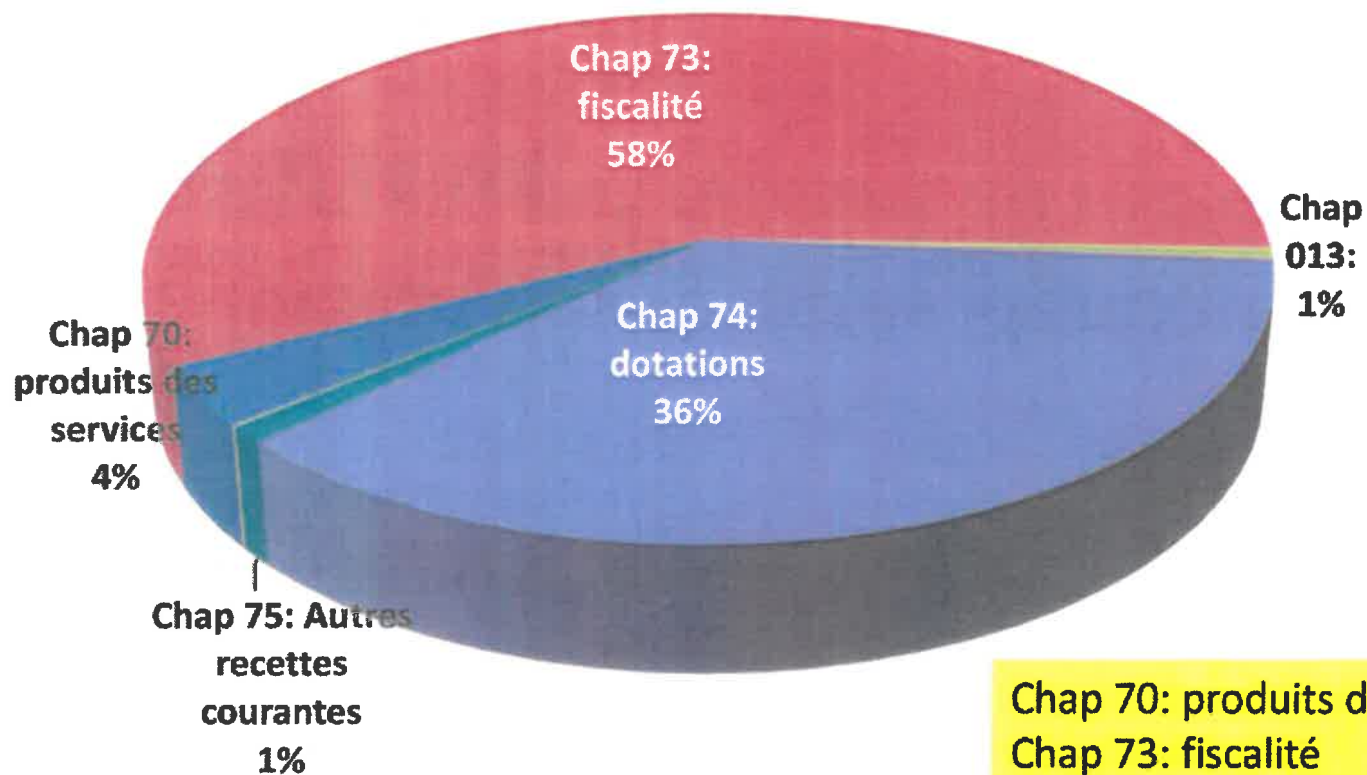
Pour 2023, le budget de la ville de Mainvilliers présenté est :

- ☐ En section de fonctionnement (en recettes et en dépenses) de **14 M€**,
- ☐ En section d'investissement (en recettes et en dépenses) de **5 M€**.



Les recettes de fonctionnement

Répartition des recettes de fonctionnement 2023



Chap 70: produits des services
Chap 73: fiscalité
Chap 74: dotations
Chap 75: autres produits de gestion
Chap 013: atténuation de charges



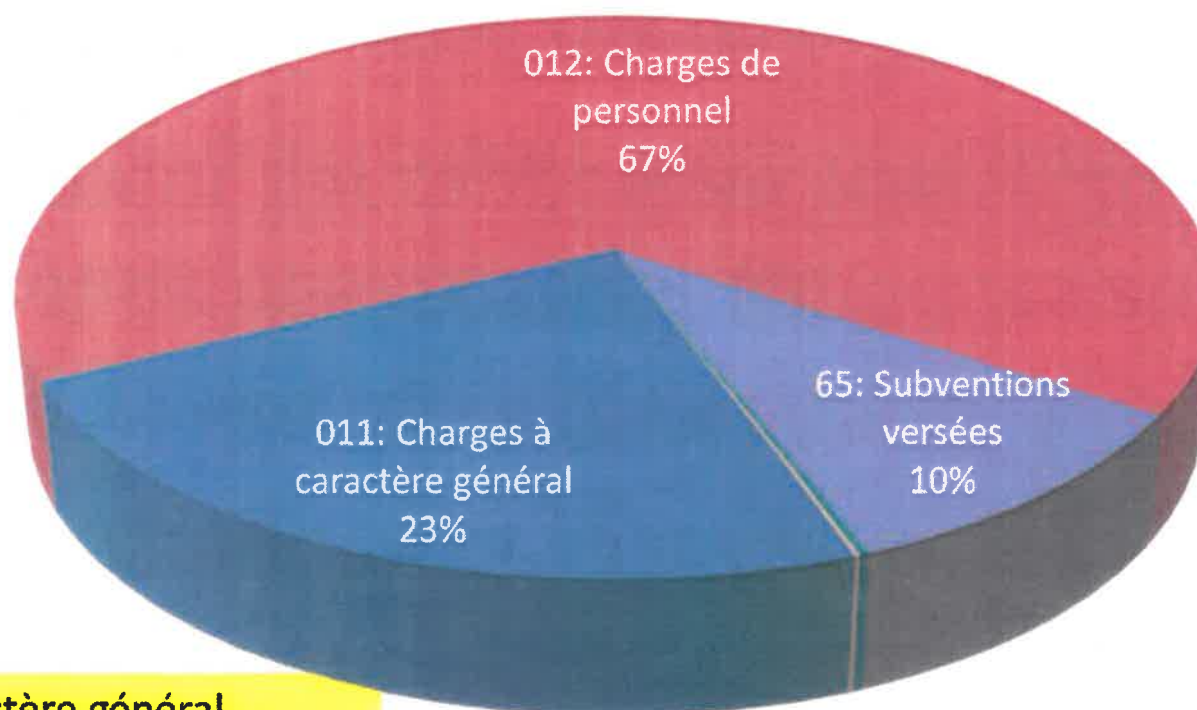
Les recettes de fonctionnement

- Pas d'augmentation de la fiscalité
- Reconduction des recettes identiques au BP ou ajustement par rapport au réalisé 2022.
- Ajustement des tarifs des récentes activités mises en place



Les dépenses de fonctionnement

Répartition des dépenses de fonctionnement



chap 66 et 67:

Chap 011: charges à caractère général
Chap 012: charges de personnel
Chap 65: autres charges de gestion courante
Chap 66: charges financières
Chap 022: dépenses imprévues



L'encours de la dette

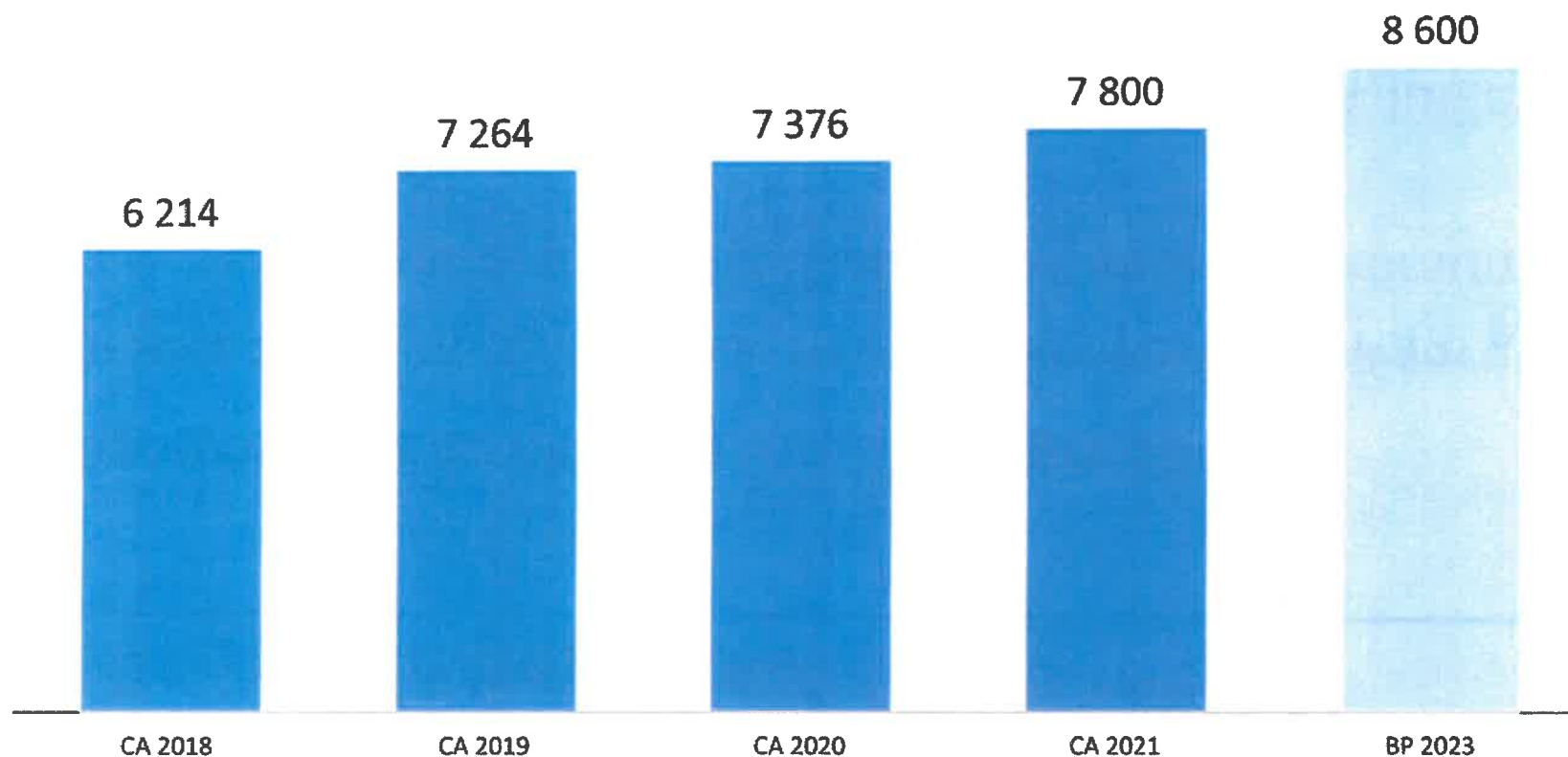
- contrats d'emprunt à taux fixe
- Le capital restant dû au 01/01/2023: 1 193 K€
- Les frais financiers 2023: 34 K€
- Ratio de désendettement 2022: 0,74 année
- Fin de l'endettement si pas de nouveaux emprunts: 31/12/2030



Les charges de personnel

+10% pour les charges de personnel :

012: Charges de personnel





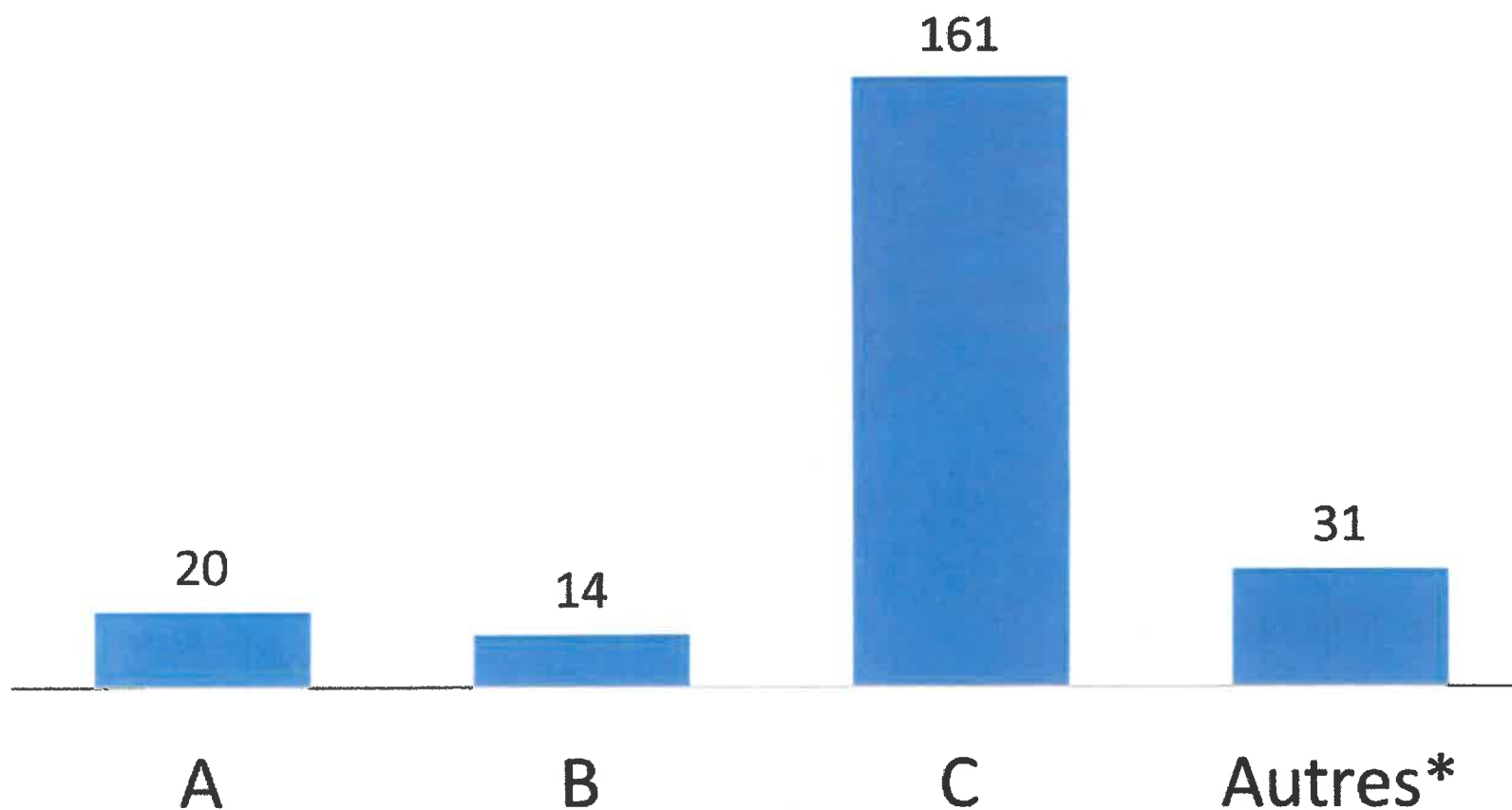
charges de personnel

- L'augmentation du chapitre 012 s'explique par :
- L'impact des décisions gouvernementales en 2022, à savoir :
 - Le relèvement à 2 reprises de l'indice minimum de rémunération
 - La revalorisation du point d'indice de 3,5% en juillet qui produit ses effets en année pleine en 2023
 - Le classement des auxiliaires de puéricultures en catégorie B
 - L'augmentation liée au Glissement, vieillesse, technicité (GVT),



Répartition par Catégorie

Effectifs au 01/01/2022

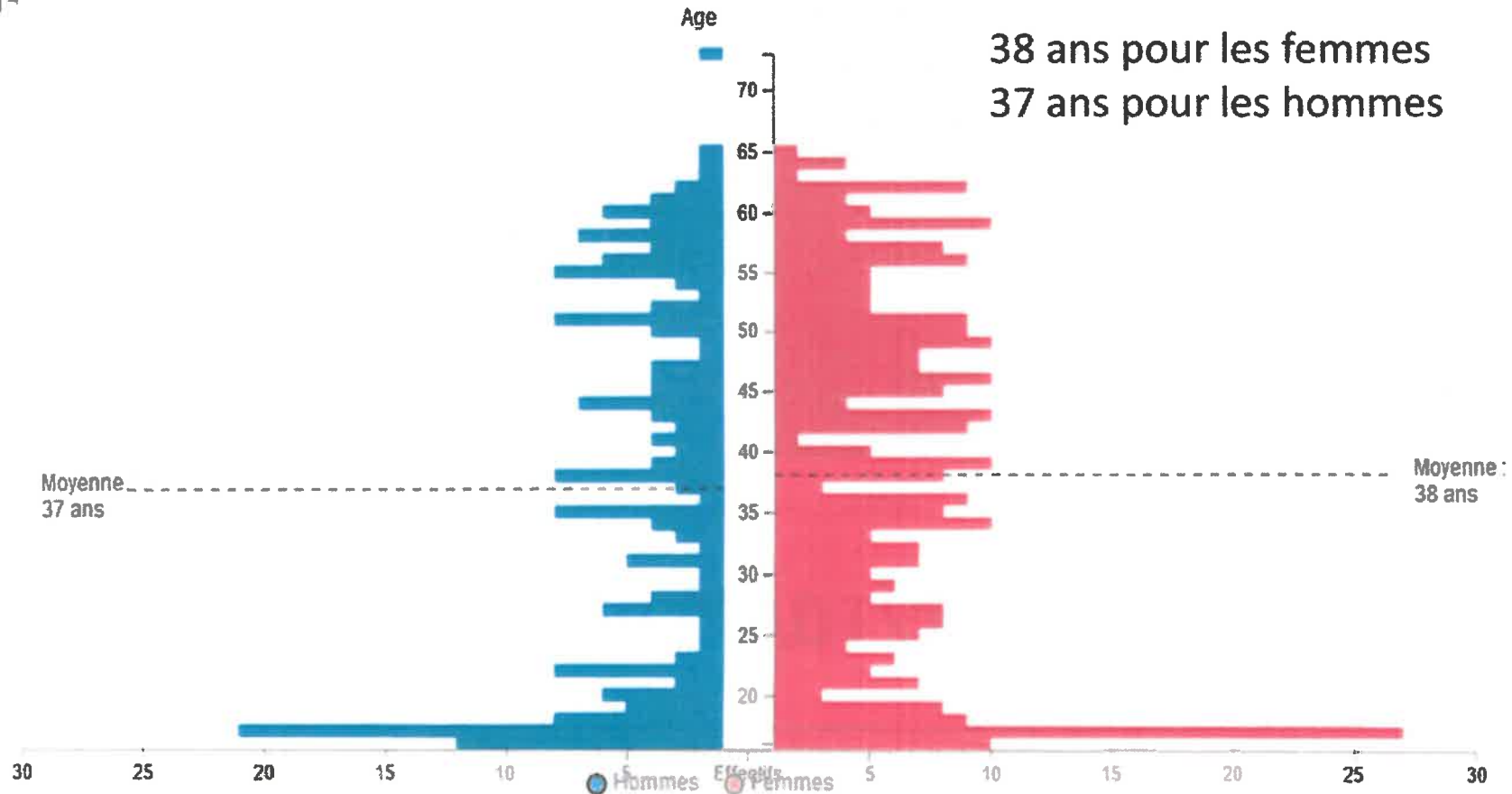




Répartition par sexe

Moyenne d'âge: 38 ans

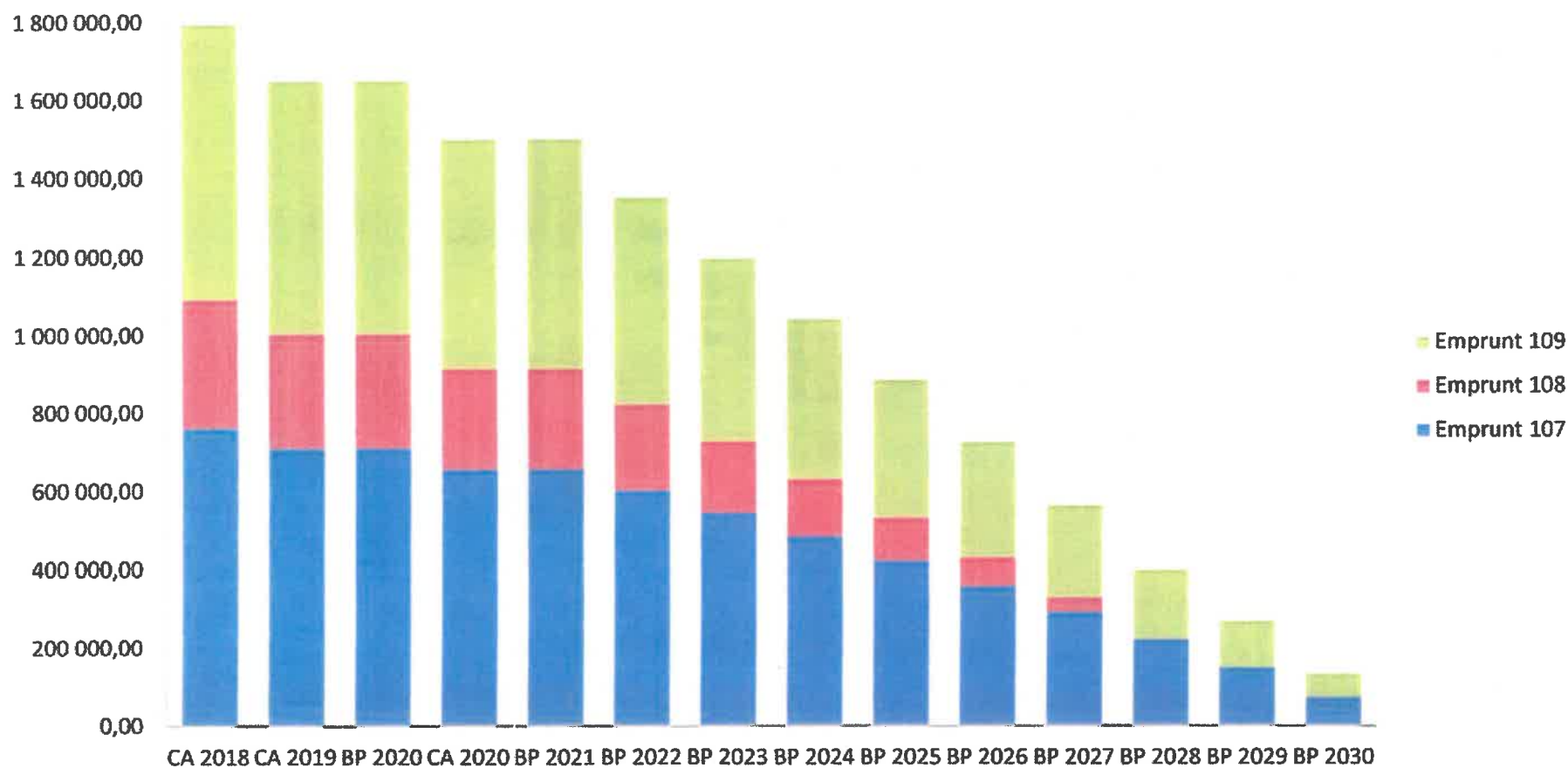
38 ans pour les femmes
37 ans pour les hommes





Profil d'extinction de la dette

Profil d'extinction de la dette





Par délégation du Maire, Le responsable du
Secrétariat Général des Services LUC BRUNET

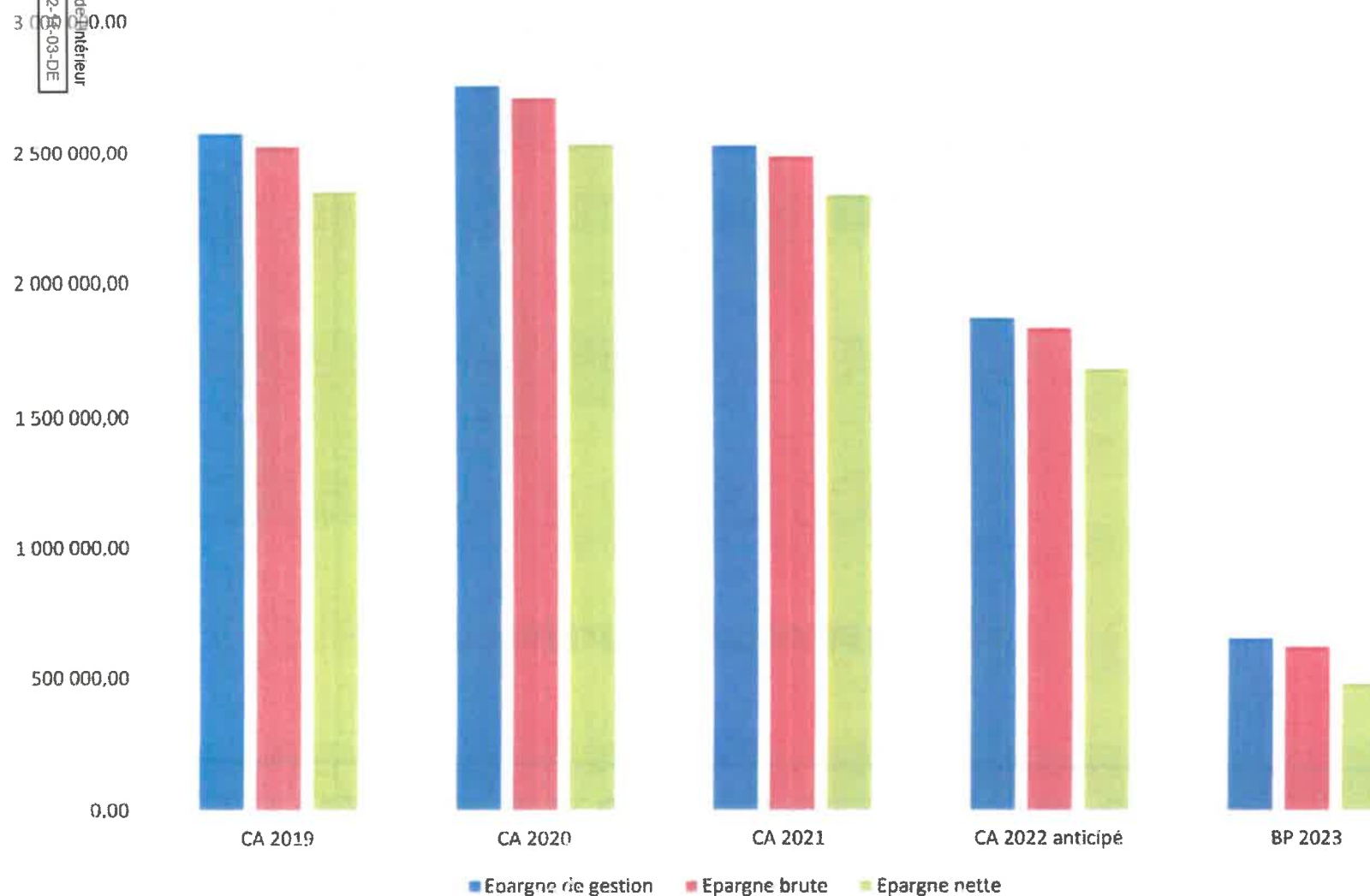
Reception par le préfet : 4/11/2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

020 212802292 20221108-2022-13-03-DE

L'évolution de l'Epargne

Evolution des épargne de 2019 à 2023





Les recettes d'investissement

- ☐ L'autofinancement d'environ 1 M€
- ☐ Le FCTVA estimé à 800 000 €
- ☐ La taxe d'aménagement: 100 000 €
- ☐ Le recours à l'emprunt d'équilibre
- ☐ La demande systématique de subventions pour tout projets d'investissement: DSIL, DETR, DPV, ANRU....



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
026 2126022-2-2022-08-2022-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/11/2022
Par délégation du Maire, le Secrétaire Général des Services Luc BRUNET

Les dépenses d'investissement

Le montant prévisionnel de l'investissement s'élève pour 2023 à **5 000 000 €** dont :

- ✓ La fin de l'extension du Pôle petite enfance
- ✓ Les travaux de voirie
- ✓ Les études pour la construction du groupe scolaire, du pôle culturel
- ✓ L'installation d'une nouvelle chaufferie
- ✓ Le renforcement de la vidéosurveillance dans le cadre de la sécurité publique
- ✓ La première phase de végétalisation de la cour d'école de Coubertin
- ✓ Les travaux et équipements écoles
- ✓ Les travaux d'entretien des bâtiments communaux
- ✓ La réalisation de la piste cyclable
- ✓ Le budget participatif.....